

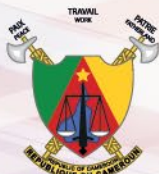


DIVISION DE LA LEGISLATION ET DES RELATIONS FISCALES INTERNATIONALES

MESURES FISCALES NOUVELLES

LOI DE FINANCES

2021



MINISTRE DES FINANCES



BUDGET

P R E A M B U L E

Les dispositions fiscales de la Loi de Finances pour l'exercice 2021 s'inscrivent dans l'agenda de **consolidation de nos finances publiques**, fixé par les autorités.

Fruit des concertations avec le secteur privé, elles renforcent et consolident les récentes réformes entreprises en vue de rendre le **système fiscal camerounais plus efficace** en termes de mobilisation des ressources, **simple, équitable et favorable à la relance de l'activité** dans un contexte économique post COVID.

MESURES FISCALES NOUVELLES

LOI DE FINANCES

2021

SOMMAIRE

- 1** -- LES MESURES DE SOUTIEN À LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE **P.4**
- 2** -- LES MESURES DE PROMOTION DE L'IMPORT-SUBSTITUTION **P.8**
- 3** -- LES MESURES D'AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES **P.10**
- 4** -- LES MESURES D'ÉLARGISSEMENT DE L'ASSIETTE **P.14**
- 5** -- LES MESURES DE SÉCURISATION DES RECETTES **P.16**
- 6** -- LES MESURES DE RENFORCEMENT DE LA FISCALITÉ LOCALE **P.18**



MESURES FISCALES NOUVELLES **2021**
LOI DES FINANCES



01

**LES MESURES DE SOUTIEN À
LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE**



MINISTRE DES FINANCES

1.

Les mesures de réduction de la charge fiscale :

- la **réduction** de deux points (**de 30 % à 28 %**) du taux de l'Impôt sur les bénéfices au profit des petites et moyennes entreprises (**article 17 bis**) ;
- la reconduction au titre de l'exercice 2021 de la **transaction spéciale** prévue par la loi de finances 2020, dans l'optique d'aider les entreprises fortement affectées par la crise sanitaire à se libérer de leurs dettes fiscales ; ce qui leur permettrait de présenter une situation financière plus saine (**article 19^{ème} de la LF 2021**) ;
- l'**ouverture de l'option** pour le paiement mensuel de la redevance forestière annuelle (RFA) afin de ménager la trésorerie des entreprises forestières (**article 234**) ;
- la **déductibilité intégrale** des dons effectués par les entreprises au profit de l'Etat dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire de la COVID-19 (**article 16^{ème} de la LF 2021**).



2.

Les mesures de soutien aux secteurs affectés par la crise sanitaire :

- la **suppression de la taxe à l'essieu** au profit des **transporteurs**, dont l'activité a été fortement impactée par la crise de la COVID-19 (**articles 608-612**) ;
- la **réduction de 4% à 3% du taux de la taxe d'abattage** pour les **entreprises forestières** justifiant d'une certification en matière de gestion durable des forêts (**articles 242 et 243**) ;
- l'**exonération de l'Impôt sur les Sociétés** au profit du **secteur hôtelier** durement frappé par la COVID-19. Cette exonération emporte dispense de paiement des acomptes mensuels et du minimum de perception (**article 18^{ème} de la LF 2021**) ;
- la reconduction au titre de l'exercice 2021 de la **suspension de la taxe de séjour** afin d'améliorer le taux de fréquentation des **établissements d'hébergement** fortement impactés par la crise (**article 18^{ème} de la LF 2021**).

3. Les mesures d'accompagnement de la restructuration :

La consécration au titre de l'exercice 2021, pour les entreprises en restructuration relevant des secteurs directement affectés par la COVID 19 :

- la déductibilité des moins-values sur cession de créances ;
- l'enregistrement au droit fixe des cessions de créances ;
- la suppression de la condition d'agrément au code des investissements pour le bénéfice de l'application du droit fixe sur la prise en charge du passif lors des opérations d'apports partiels d'actifs (**article 17^{ème} de la LF 2021**).



4. Les mesures d'amélioration de l'accès au financement :

- le relèvement du seuil d'**exonération des intérêts sur les comptes d'épargne** de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers de FCFA 10 millions à **FCFA 50 millions**, afin de renforcer la capacité de mobilisation de l'épargne par le secteur bancaire (**article 43**).
- la consécration de l'**enregistrement gratuit des conventions de rachat et de titrisation de la dette publique** intérieure afin de permettre à l'Etat de soutenir la trésorerie des entreprises par l'apurement des restes à payer (**article 337**).





CONTRIBUABLES DES CDI CECI VOUS CONCERNE !

La déclaration et le paiement de vos impôts et taxes par voie électronique (**téléphone mobile**) sont désormais opérationnels pour les abonnés Orange.

Tapez #150*3# et laissez-vous guider !

TAXPAYERS OF DIVISIONAL TAX CENTERS (DTC), THIS IS FOR YOU!

The declaration and payment of your taxes and duties electronically (**mobile phone**) are now operational for Orange subscribers.

Type #150*3# and let yourself be guided!





MESURES FISCALES NOUVELLES **2021**
LOI DES FINANCES

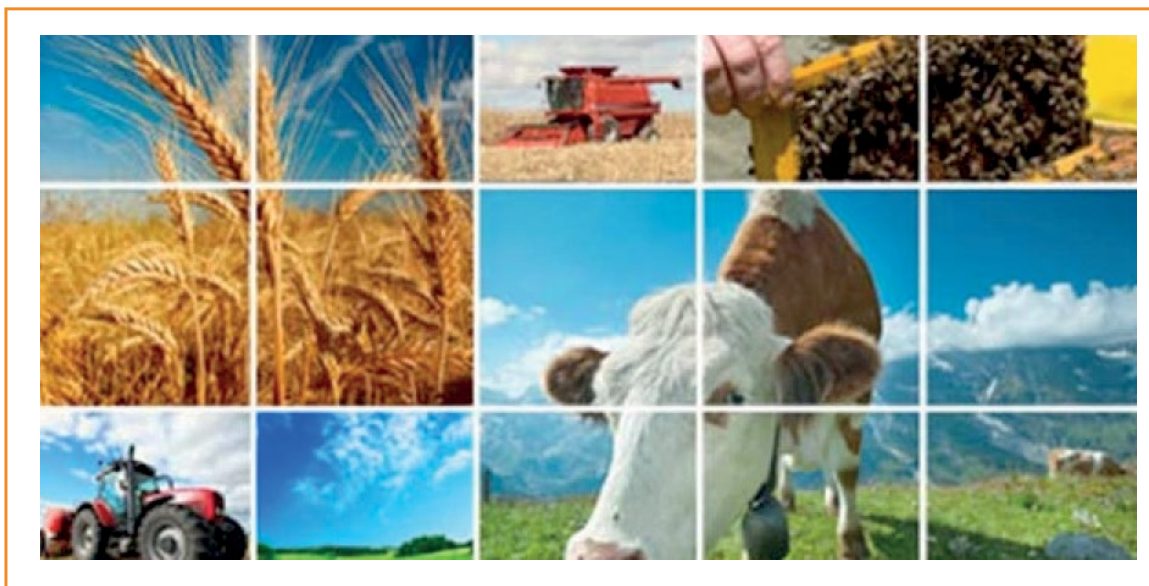


02

**LES MESURES DE PROMOTION
DE L'IMPORT-SUBSTITUTION**



MINISTRE DES FINANCES



1.

Le renforcement du régime fiscal de promotion du **secteur agricole** en soutien à la politique gouvernementale de promotion de l'import-substitution, à travers l'extension de la liste des exonérations de TVA des intrants et équipements agricoles, de l'élevage et de la pêche non visés (**article 122**).

2.

La suppression des droits d'accises sur les **produits cosmétiques produits localement** afin de permettre à l'industrie locale de faire face à la concurrence des produits importés qui demeurent un facteur de dégradation de notre balance commerciale (**article 142**).

3.

Institution de droits d'accises à l'importation sur les meubles, les cures-dents, la mayonnaise, les savons, les papiers hygiéniques, les gruaux de maïs (**article 6^{ème} de la LF 2021**).



MESURES FISCALES NOUVELLES **2021**
LOI DES FINANCES



03

**LES MESURES D'AMÉLIORATION
DU CLIMAT DES AFFAIRES**



MINISTRE DES FINANCES



1.

La mise en place d'un **régime fiscal volontariste de promotion des start-ups** innovantes dans le domaine des TIC. Ce régime prévoit les avantages fiscaux ci-après (**article 124 ter**) :

- a. *En phase d'incubation qui ne peut excéder 5 ans* : exonération de tous les impôts, droits, redevances et taxes pour lesquels elles sont redevables réel ou légaux.
- b. *Lors de la sortie de l'incubation, pour une période de cinq (05) ans* :
 - exonérations de la patente, des droits d'enregistrement et taux réduits d'IS et d'IRCM.

2.

La **rationalisation des conditions de déduction des pertes relatives aux avaries**, par l'institution d'un seuil de déduction forfaitaire pour les entreprises brassicoles, **fixé à 0,5 % du volume global de la production** et l'ouverture de la validation des avaries aux agents de grade inférieur dans un souci de célérité (**article 7 C**).

3.

La **réduction de 2 % à 1,5 % du taux de l'acompte et du minimum de perception** de l'AIR au profit des entreprises qui ouvrent leur capital sur la place boursière de la CEMAC et la pérennisation du **régime de promotion du secteur boursier**, afin d'encourager les contribuables ayant opté pour plus de transparence dans la tenue de leurs comptes en recourant au marché financier (**articles 108 et 109**).

4.

La clarification du régime de territorialité de la TVA sur les prestations de services afin de préserver la **compétitivité des entreprises camerounaises** (**article 130 bis**).

5.

La prorogation de deux années supplémentaires de la période de report des déficits fiscaux au profit des **établissements de crédit** et des **entreprises du portefeuille de l'État en restructuration** (**article 12**).



- 5.** La consécration de l'éligibilité au remboursement des crédits de TVA, des **organismes internationaux** signataires d'accords avec l'Etat du Cameroun (**article 149 (4)**).
- 6.** Le renforcement de la portée du régime fiscal de **promotion de l'emploi jeune** par son extension aux entreprises bénéficiaires de **régimes fiscaux dérogatoires** et aux PME qui sont **adhérents des CGA (article 105)**.
- 7.** L'institution de la procédure de **dégrèvement d'office** des impositions émises de façon erronée (**article 124 bis**).
- 8.** La consécration de la **dispense du contrôle fiscal** pour les entreprises qui affichent un **taux de progression de 15%** de leurs impôts à versement spontané, dans l'optique de **promotion du civisme fiscal** et de rationalisation des interventions en entreprise (**article L 41**).
- 9.** La **substitution de la carte de contribuable** par l'attestation d'immatriculation délivrée en ligne et dont la **validité est illimitée (articles L 1 et 21 (3))**.





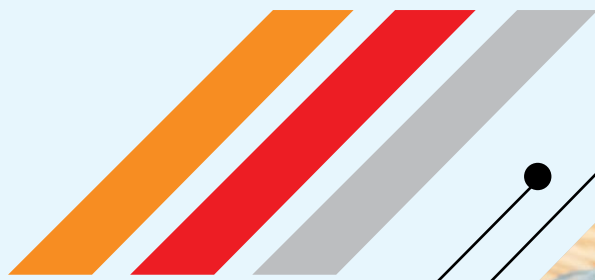
**TAXPAYERS OF THE BAMENDA DIVISIONAL TAXES CENTERS
YOUR NEW RESTRUCTURED DIVISIONAL TAXATION OFFICE
(RDTO) OPERATIONAL AT THE :**

FINANCE BUILDING PRECISELY

**CONTRIBUABLES DES CDI DE BAMENDA
VOTRE CENTRE DIVISIONNAIRE DES IMPÔTS RÉNOVÉ
DESORMAIS OPÉRATIONNEL AU LIEU DIT:**

HÔTEL DES FINANCES





04

LES MESURES D'ÉLARGISSEMENT DE L'ASSIETTE



- 1.** Le renforcement du dispositif de **taxation des plus-values** sur cessions des titres des **entreprises camerounaises à l'étranger** à travers :
 - l'obligation de déclaration spontanée des cessions directes et indirectes effectuées à l'étranger (**article L 1**) ;
 - l'institution d'une amende de **100 %** en cas d'absence de déclaration des dites cessions (**article L 105 ter**).

- 2.** La clarification du régime d'enregistrement des conventions assimilées aux **cessions de fonds de commerce** afin de mettre un terme aux pratiques d'optimisation fiscale observée (**article 543**).

- 3.** Le renforcement des conditions de **déductibilité des intérêts** rémunérant les avances en compte courant associés à travers l'exigence de **libération totale du capital souscrit** et **l'existence d'une convention de prêt** écrite et dûment enregistrée (**article 7 B**).

- 4.** L'affirmation du principe d'une **déclaration fiscale annuelle** récapitulative simplifiée **par contribuable**, dans le cadre de l'optimisation de la fiscalité des **particuliers** (**articles 74 et 74 bis**).





MESURES FISCALES NOUVELLES **2021**
LOI DES FINANCES



05

LES MESURES DE SÉCURISATION DES RECETTES



MINISTRE DES FINANCES



- 1.** L'interdiction du paiement des impôts et taxes en espèces auprès du réseau fiscal et la généralisation aux centres divisionnaires des impôts informatisés des modalités de paiement en vigueur dans les unités de gestion spécialisées, à savoir le paiement par virement bancaire, par voie électronique ou en espèces auprès des guichets des banques (article L 7).
- 2.** La consécration du télépaiement comme mode de règlement obligatoire des impôts et taxes pour les grandes entreprises relevant du portefeuille de la DGE (article 7).
- 3.** Le consécration de la délivrance et de la notification des quittances par voie électronique, avec pour conséquence la suppression des quittances manuelles qui sont sources de fraudes diverses (article L 8).
- 4.** La consécration de la notification de l'AMR par voie électronique (article L 53).
- 5.** La révision de 30 à 15 jours du délai de paiement des impôts et taxes émis sur Avis de Mise en Recouvrement (AMR) consécutif à une défaillance déclarative ou de paiement. Le délai de 30 jours ne devant s'appliquer que pour les émissions suite à contrôle fiscal, hormis les cas de taxation d'office (article L 53).
- 6.** La sécurisation des recettes de TSPP à travers la consécration de la possibilité d'initier les mesures de recouvrement forcé à l'encontre des marketers, redevables réels de ce prélèvement, à titre de solidarité de paiement avec les sociétés de gestion des dépôts pétroliers ou de raffinage qui en sont les redevables légaux (article 235 bis).
- 7.** L'institution d'une solidarité de paiement de la taxe d'abattage entre les entreprises qui acquièrent des grumes sur le marché local et l'exploitant forestier, y compris les associations et les groupements d'intérêts communs qui exploitent les forêts communautaires (articles 242 et 247 bis).



MESURES FISCALES NOUVELLES **2021**
LOI DES FINANCES



06

**LES MESURES DE RENFORCEMENT
DE LA FISCALITÉ LOCALE**



MINISTRE DES FINANCES



1.

L'optimisation du droit de **timbre sur la publicité** à travers (**article 571**) :

- l'élargissement de son champ d'application aux distributions gratuites dans le cadre des campagnes de promotion commerciale ;
- le relèvement de son taux (**10% à 15%**) pour la publicité portant sur les produits nocifs à la santé (**tabac, boissons alcooliques**).

2.

La **dispense du droit de timbre gradué** des conventions de concours financiers conclues au profit des Collectivités Territoriales Décentralisées (**article 546**).



LEGISLATION AND INTERNATIONAL TAX DIVISION

NEW TAX MEASURES

FINANCE LAW

2021



MINISTRY OF FINANCE



BUDGET

FOREWORD

The tax provisions of the 2021 Finance law are aligned with the government's agenda to **consolidate public finances**.

They are the result of consultations with the private sector and reinforce and consolidate the recent reforms undertaken to make the Cameroonian **tax system more efficient** in terms of revenue mobilization, **simplicity, equity and favourable for economic recovery** in a post-COVID economic context.



NEW TAX MEASURES
FINANCE LAW
2021

CONTENT

- | | | |
|----------|--|------|
| 1 | MEASURES TO SUPPORT ECONOMIC RECOVERY | P.4 |
| 2 | IMPORT SUBSTITUTION PROMOTION MEASURES | P.8 |
| 3 | MEASURES TO PROMOTE AN ENABLING BUSINESS CLIMATE | P.10 |
| 4 | MEASURES TO BROADEN THE TAX BASE | P.14 |
| 5 | MEASURES TO SECURE REVENUE COLLECTED | P.16 |
| 6 | MEASURES TO PROMOTE LOCAL TAXATION | P.18 |



NEW TAX MEASURES **2021**
FINANCE LAW



01

**MEASURES TO SUPPORT
ECONOMIC RECOVERY**



MINISTRY OF FINANCE

1. Measures to reduce the tax burden:

- the reduction by two percentage points (**from 30% to 28%**) of the income tax rate in favour of small and medium-sized enterprises (**Section 17a**);
- the renewal for the financial year 2021 of the **special compromise** enshrined by 2020 finance law, in order to assist companies that have been deeply impacted by the health crisis to clear their tax debts, which would enable them to present a healthier financial situation (**Section 19 of the 2021 FL**);
- the **introduction of the option** for the monthly payment of the annual forest tax (RFA) in order to alleviate the cash-flow problems of forestry companies (**Section 234**);
- the **total deduction** for tax purposes of grants made by companies to the State as part of the fight against the COVID-19 health crisis (**Section 16 of the 2021 FL**).



2. Measures to sustain industries impacted by the crisis:

- the **repeal of the axle tax** in favour of **transporters**, whose activities have been strongly impacted by the COVID-19 crisis (**Sections 608-612**);
- the **reduction from 4% to 3% of the rate of the felling tax** in favour of **forestry companies** who boast of a certification in terms of sustainable forest management (**Sections 242 and 243**);
- the **exemption from the Company Tax** in favour of the **hotel industry**, hard hit by the COVID-19. This exemption entails exemption from the payment of the monthly instalments and the minimum tax (**Section 18 of the LF 2021**);
- the renewal for the financial year 2021 of the **suspension of the tourist tax** in order to improve the attendance rate in accommodation **establishments heavily** impacted by the crisis (**Article 18 of the 2021 FL**).

3. Measures to accompany companies under restructuring:

The provision for the fiscal year 2021, to companies undergoing restructuring in industries directly affected by COVID 19 of the following incentives:

- the deduction of capital losses on the sale of receivables;
- the registration of the sale of receivables at fixed rates;
- the removal of the condition for approval under the Investment Code in order to benefit from the fixed duty on the assumption of liabilities during partial asset contribution operations (**Article 17 of the 2021 FL**).



4. Measures to improve access to funding:

- The increase of the threshold for exemption of interest on **savings accounts from the tax** on income from capital gains from FCFA 10 million to **FCFA 50 million**, in order to strengthen the capacity of the banking sector to mobilise savings (**Section 43**).
- the consecration of the **free registration of deeds on the purchase of domestic public debt** in order to enable the State to support the cash flow of companies by clearing the outstanding amounts to be paid (**Section 337**).





CONTRIBUABLES DES CDI CECI VOUS CONCERNE !

La déclaration et le paiement de vos impôts et taxes par voie électronique (**téléphone mobile**) sont désormais opérationnels pour les abonnés Orange.

Tapez #150*3# et laissez-vous guider !

TAXPAYERS OF DIVISIONAL TAX CENTERS (DTC), THIS IS FOR YOU!

The declaration and payment of your taxes and duties electronically (**mobile phone**) are now operational for Orange subscribers.

Type #150*3# and let yourself be guided!





NEW TAX MEASURES
FINANCE LAW

2021



02

IMPORT-SUBSTITUTION PROMOTION MEASURES



MINISTRY OF FINANCE



1. The strengthening of the tax regime for the promotion of the **agricultural sector** in support of the government's policy of promoting import-substitution, through the extension of the list of VAT exemptions for agricultural inputs and equipment, livestock and livestock products, **(Section 122)**.

2. The abolition of excise duties on **cosmetic products produced locally** in order to enable local industry to meet the challenges of competition from imported products which remain a factor in the degradation of our balance of trade **(Section 142)**.

3. **The institution of excise duties** on furniture, mayonnaise, soap, toothpick, toilet rolls etc **(Section 6, of the 2021 FL)**.



NEW TAX MEASURES
FINANCE LAW

2021



03

MEASURES TO PROMOTE AN ENABLING BUSINESS CLIMATE



MINISTRY OF FINANCE



- 1.** The introduction of a tax scheme to promote innovative ICT start-ups. This scheme provides for the following tax advantages (**Section 124b**):
 - a. In the incubation phase, which may not exceed 5 years:* exemption from all taxes, duties, royalties and fees for which they are liable, whether real or legal.
 - b. On leaving the incubation phase, for a period of five (05) years :* exemption from patent, registration fees and reduced rates of IS and IRCM.

- 2.** **Rationalisation of the conditions for deducting losses relating to damages**, by introducing a flat-rate deduction threshold for breweries, **set at 0.5% of the overall production volume**, and opening up the validation of damages to lower-grade staff in the interests of celerity (**Section 7 C**).

- 3.** The **reduction from 2% to 1.5%** of the **advance income tax and minimum tax** for companies that open their capital on the CEMAC stock exchange. Besides, the special **incentive scheme for the stock exchange sector** will be perpetuated in order to encourage taxpayers who have opted for more transparency in the management of their accounts by resorting to the financial market (**Sections 108 and 109**).

- 4.** The clarification of the territoriality regime of VAT on the supply of services in order to preserve **the competitiveness of Cameroonian companies** (**Section 130 a**).

- 5.** The extension by two years of the carry-over period for fiscal deficits in favour of **credit institutions** and **companies in the portfolio of the State undergoing restructuring** (**Section 12**).



- 5.** The consecration of the eligibility for VAT refunds, for **international organizations** that have signed agreements with the State of Cameroon (**Section 149 (4)**).
- 6.** Strengthening the scope of the tax scheme for the **promotion of young employees** by extending it to companies benefiting from **special tax regimes** and to SMEs that are **members of the AMCs** (**Section 105**).
- 7.** The institution of the procedure for **ex officio relief** of incorrectly issued taxes (**Section 124 a**).
- 8.** The recognition of **the exemption from tax inspection** for companies that show a **15% increase** in their voluntary tax payments, in order **to promote compliance** and streamline interventions by the tax administration in companies (**Section M 41**).
- 9.** **Replacement of the taxpayer's card** by the registration certificate issued online, **which has unlimited validity**. (**Sections M1 et 21 (3)**).





**TAXPAYERS OF THE BAMENDA DIVISIONAL TAXES CENTERS
YOUR NEW RESTRUCTURED DIVISIONAL TAXATION OFFICE
(RDTO) OPERATIONAL AT THE :**

FINANCE BUILDING PRECISELY

**CONTRIBUABLES DES CDI DE BAMENDA
VOTRE CENTRE DIVISIONNAIRE DES IMPÔTS RÉNOVÉ
DESORMAIS OPÉRATIONNEL AU LIEU DIT:**

HÔTEL DES FINANCES



NEW TAX MEASURES **2021**
FINANCE LAW



04

**MEASURES TO BROADEN
THE TAX BASE**



MINISTRY OF FINANCE



1. The strengthening of the **taxation of capital gains** on the sale of **Cameroonian companies' shares abroad** through the:

- The obligation to spontaneously declare direct and indirect transfers made abroad (**Section M 1**);
- the institution of a **100%** fine in case of failure to declare such transfers (**Section M 105 ter**).

2. Clarification of the registration regime for **deeds deemed to be business transfers** in order to put an end to the tax optimisation practices observed (**Section 543**).

3. The strengthening of the conditions for the **deductibility of interest** earned on associated current account advances through the requirement of **full payment of the subscribed capital** and **the existence of a written** and duly registered loan agreement (**Section 7 B**).

4. The affirmation of the principle of a **simplified annual consolidated tax return** for each **taxpayer**, as part of the optimisation of the taxation of **individuals** (**Sections 74 et 74 a**).





NEW TAX MEASURES
FINANCE LAW 2021



05

**MEASURES TO SECURE
REVENUE COLLECTED**



MINISTRY OF FINANCE



- 1.** The prohibition of the payment of taxes and duties in cash at tax offices and the generalization to the divisional tax offices of the payment methods in force in the specialized management units, i.e. payment by bank transfer, by electronic means or in cash at bank outlets (Section M 7).
- 2.** The consecration of e-payment as a compulsory method of payment of taxes and duties for large companies (Section M 7).
- 3.** The consecration of the issuance and notification of receipts by electronic means, with the consequent abolition of manual receipts, which were a source of various types of fraud (Section L 8).
- 4.** The consecration of the notification by electronic means of tax collection notices (Section L 53).
- 5.** Revision of the payment deadline for taxes and duties issued on a tax collection notices from 30 to 15 days following a failure to declare or pay. The 30-day period should only apply to issues following a tax audit, except in cases of ex officio taxation (Section M 53).
- 6.** Securing SPPT's revenues by establishing the possibility of initiating forced recovery measures against marketers, who are actually liable for the levy, as a means of solidarity of payment with SCDP or SONARA who are legally liable for the said tax (Section 235 bis).
- 7.** The establishment of solidarity in the payment of the felling tax between the companies acquiring logs on the local market and the forest operator, including associations and common interest groups exploiting Community forests (Section 242 and 247a).



NEW TAX MEASURES **2021**
FINANCE LAW



06

**MEASURES TO PROMOTE
LOCAL TAXATION**



MINISTRY OF FINANCE



1.

The optimisation of the **stamp duty on advertising** through **(Section 571)**:

- The extension of its scope of application to free distributions in the framework of commercial promotion campaigns;
- the raising of its rate **(10% to 15%)** for advertising of products harmful to health **(tobacco, alcoholic beverages)**.

2.

The exemption from the graduated stamp duty of the financial assistance agreements concluded in favour of the regional and local authorities **(Section 546)**.

